

**Caroline Patsias**  
**Université de Sherbrooke**  
**Caroline.patsias@usherbrooke.ca**

### **Vivre-ensemble et communauté politique : entre ordre domestique et ordre civique. Les groupes de citoyens marseillais et québécois**

Notre recherche est centrée sur l'étude des comités de quartier<sup>1</sup>. Lieu de rencontre de tous les acteurs locaux, citoyens, élus, fonctionnaires<sup>2</sup>, les comités sont des microcosmes particulièrement révélateurs des rapports sociaux et politiques noués entre les différents acteurs du quartier. Notre ambition est de savoir comment de telles organisations contribuent à formuler les compromis nécessaires à la viabilité du système social, et participent ainsi au pacte démocratique. Tendus entre convictions profondes et querelles mesquines, intérêt général et intérêts particuliers, les comités de quartier nous ont semblé être un point de vue idéal sur le théâtre des petits calculs et des grands desseins humains. À travers la chronique d'un civisme ordinaire, notre recherche interroge le politique entendu comme l'espace où s'élaborent les instruments d'une vie en commun.

Cette recherche emprunte à la fois aux réflexions sur l'engagement politique et à celles sur la citoyenneté et marie donc sociologie politique et théorie politique.

La crise de la représentation et la dépolitisation des citoyens corollaire d'un désintérêt pour la politique sont des thèmes récurrents des débats contemporains en science politique. Parallèlement, la participation, expression de la citoyenneté, est souvent envisagée sous l'angle des instances participatives institutionnelles. Le terme même de «crise de la représentation» qui sous-entend un idéal de la représentation renvoie à une conception normative de la participation. Paradoxalement, nombre d'études considèrent la participation et l'engagement comme singuliers et ceux-ci demeurent les phénomènes justifiant une explication.

Le choix des comités de citoyens, loin d'être anodin, correspond à la volonté d'infléchir la perspective classique des questions sur l'engagement et la citoyenneté. Déplacer le regard a quelque peu altéré les réponses quant au rapport des citoyens au politique. Le désintérêt pour la politique, affiché par les acteurs lorsqu'ils sont interrogés, peut à certains égards être un trompe-l'œil, et cacher une préoccupation pour la politique. Les comportements observables sur la scène politique peuvent ainsi différer des «coulisses» du politique. Les comités étudiés introduisent à une discussion plus générale sur la politique et le politique.

Ne relevant ni des institutions, ni des partis politiques, ni même des groupes de militants, les comités, à la frontière du civil et du civique, ont de ce fait un rapport original au politique. Cette position particulière permet de souligner ce que les acteurs considèrent «comme politique» et comment s'effectuent les processus de politisation, les «itinéraires» vers le politique. Les comités sont des lieux pertinents pour revenir sur la question centrale de la citoyenneté, à savoir où et comment les citoyens peuvent parler de politique. Ils montrent la façon dont des habitants traduisent leurs problèmes quotidiens sous un angle civique et politique. La démocratie moderne

---

<sup>1</sup> La dénomination de tels groupes peut varier, ainsi on utilisera également les termes de «comités d'intérêt de quartier» (C.I.Q) en France et ceux de «comités de citoyens» au Québec.

<sup>2</sup> Je désigne par là les agents administratifs de la ville.

s'est construite autour de séparation : séparation du public et du privé, du civil et du politique. Cependant, les habitants et les citoyens sont bien les mêmes personnes. L'expérience des comités permet de réfléchir sur ces séparations et plus particulièrement sur les transitions que celles-ci supposent. Le rapport entre privé et public ou domestique et civique est constitutif de la définition du politique, et l'appréhension du politique est elle-même en partie liée à de telles séparations. Une telle problématique dépasse donc largement le cadre d'une analyse locale pour rejoindre un questionnement sur la démocratie elle-même.

Plus précisément, notre réflexion s'appuie sur une observation participante menée, entre les années 1997 et 2001, dans deux comités de citoyens, à Marseille au comité d'intérêt de quartier Saint-André et à Québec au comité de citoyen(-nes) du quartier Saint-Sauveur. À la participation aux réunions et activités des groupes s'ajoutent la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès des membres réguliers des comités et la distribution d'un questionnaire à l'ensemble des adhérents. Enfin l'enquête a été complétée par l'étude des archives des groupes.

Les comités n'ont pas fait l'objet de la même lecture au Canada et en France. En Amérique du nord, ils sont intégrés au «mouvement communautaire autonome» et relèvent des analyses sur les mouvements sociaux. Au-delà des différences de problématique et de cadre d'analyse, les groupes sont associés à la gauche, et les critiques qui leur sont adressées dénoncent surtout un caractère utopique, une certaine radicalité voire des penchants marxistes. En France, et bien que les études sur le sujet restent peu nombreuses, ce type de groupe a été la cible de critiques plus virulentes qui contestent la participation des comités à la démocratie.

Relevant du municipal ou du territorial, les rares recherches françaises sur les comités de citoyens s'insèrent au sein des études sur le clientélisme ou sur la démocratie locale. Les premières ont le mérite de reconnaître une dimension avérée des comités : ces derniers peuvent bien être un tremplin politique pour certains acteurs sociaux. Reconnaître la pertinence de cette conclusion n'empêche pas de privilégier une autre lecture des groupes. Notre recherche affirme le rôle politique et la contribution de ces groupes à la formulation du politique. Ainsi, notre travail s'inscrit également à l'encontre de certaines études sur la démocratie locale. Ces dernières insistent en effet sur le caractère particulariste des groupes de citoyens. Souvent assimilés à des groupes de propriétaires, ceux-ci sont appréhendés comme favorisant le conservatisme au sein du quartier et l'hostilité au changement. Notre thèse montre que de telles critiques non seulement oublient la diversité des comités mais offrent une image réductrice de ces derniers d'un double point de vue. D'abord, elles confondent le politique et la politique<sup>3</sup>. La formulation du politique et la participation à la cité ne sauraient être assimilées à une orientation politique. À ce titre, un caractère conservateur ne signifie pas l'exclusion de la sphère publique. Plus sérieux est le reproche du particularisme. Le politique suppose en effet, une montée en généralité qui échapperait aux comités. Comme précédemment, ce reproche néglige les tentatives des groupes d'échapper à l'idiosyncrasie et d'accéder à l'espace public. Enfin, notre analyse y remarque une vision implicitement ontologique de l'intérêt général, très largement inspirée de la conception rousseauiste. Condamner le particulier au nom d'une conception du général conduit théoriquement à un impensé envers les processus de transition entre les sphères privée, civile et

---

<sup>3</sup> Sans grande originalité, nous désignons par «le politique», l'ensemble des affaires relatives au vivre-ensemble et au bien commun tandis que nous rétrécissons la définition de «la politique» au système de gouvernement (institutions, partis etc.) et à la lutte pour le pouvoir.

politique et, plus généralement obscurcit les articulations entre le domestique et le politique. Sociologiquement, une telle conception empêche d'analyser les tensions du pluralisme contemporain.

Plutôt que de se cantonner à une dénonciation de ces groupes comme exclusifs et endogamiques, notre approche, à travers l'étude des actions des groupes, montre que ceux-ci entendent se prononcer sur les conditions de l'appartenance et sur les modalités du vivre-ensemble.

Une telle perspective ouvre à une réflexion sur les difficultés d'élaborer les compromis sociaux dans une société pluriculturelle, caractérisée par l'hétérogénéité des valeurs. Dans un tel contexte, les comités apparaissent comme des lieux potentiels de discussion permettant une articulation entre privé et public. Bien que cette articulation ne relève pas de l'évidence comme le rappelle le syndrome NIMBY, elle demeure possible à différentes conditions. À cet égard, les comités étudiés confirment le rôle de l'apprentissage et soulignent que le «footing civique» de Goffman suppose des lieux favorables à la formulation des problèmes politiques. La comparaison entre la France et le Canada est également instructive ici. Elle montre que les divergences des comités dans l'idéologie et l'engagement au sein de la cité sont moins liées à un type de groupe qu'à des différences historiques et structurelles.

Enfin, si ces groupes ne sont pas dénués d'ambiguïtés et peuvent aussi être porteurs de dérives (démagogiques, populistes ou autres), celles-ci constituent bien le risque du processus démocratique. Vouloir, au nom de ce risque potentiel, condamner toute légitimité à ces groupes rejoint implicitement les théories élitistes de la démocratie et de la représentation. Plutôt que le pire (la fin du système démocratique ou son inefficience), mieux vaudrait un moindre mal, c'est-à-dire l'exclusion de la masse du système. Certains objecteront ici que les critiques des comités ne rejettent pas l'implication de l'ensemble des citoyens mais bien au contraire une organisation ne répondant pas aux critères de la participation de l'ensemble des citoyens. Mais cet «idéalisme» démocratique a finalement les mêmes conséquences que la méfiance envers le peuple. C'est dans l'exclusion de la perfection que résident la nature de la démocratie et la possibilité de transformation du système.

En invitant à repenser les transitions entre civiques et politiques, notre analyse des comités montre que les lieux jugés non politiques ou non démocratiques peuvent être à la fois l'un et l'autre ; et qu'il ne s'agit ni de politique ordinaire, ni de démocratie «locale». Elle rappelle ainsi, s'il était nécessaire, que le politique ne s'apprécie pas en soi, mais dans les *relations* entre domestique, civique et public. Ainsi, notre analyse s'inscrit en faux contre a) ceux qui prétendent que les comités de citoyens n'opèrent pas dans l'espace public et qu'ils favorisent le repli identitaire ; et aussi, à l'inverse, b) contre les tenants d'une éventuelle « démocratie de proximité » qui relève davantage du mythe de la «démocratie de village», dénoncée entre autre par Bricquet, que de la réalité.

D'aucun pourrait certes souligner le caractère particulier des recherches. Cependant, en optant pour une étude de cas comparative et contrastée, nous avons pu remettre en question les perspectives théoriques générales sur les comités de citoyens. Trouver, à une distance culturelle et géographique suffisamment grande, un second cas où les modalités de rapport à la politique sont similaires voire identiques nous a permis d'établir la véracité du propos et de contrarier ainsi les thèses dominantes dans le domaine.